

- 6° een technische en financiële analyse van de opties betreffende het gebruik van de hernieuwbare energie;
- 7° de situatie- en liggingsplannen 1/500e;
- 8° de plannen, dwarsdoorsneden, gevels op schaal 1/50e;
- 9° het bijzonder bestek;
- 10° een omschrijvende opmetingsstaat;
- 11° een geraamde opmetingsstaat.

Art. 4. In het geval van werken betreffende een openbare ruimte bevat het projectdossier de volgende documenten. Naast de in artikel 3 bedoelde punten :

- 1° het bijzonder bestek;
- 2° een omschrijvende opmetingsstaat;
- 3° een geraamde opmetingsstaat.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

Beez, 24 juni 2013.

P. FURLAN

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204106]

24 JUIN 2013. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2013 relatif à l'octroi par la Région wallonne de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2013 relatif à l'octroi par la Région wallonne de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 16 mai 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 7 mai 2013;

Considérant que le contenu du dossier de rénovation urbaine doit être défini pour permettre aux communes de solliciter l'octroi de subventions,

Arrête :

Du contenu du dossier de rénovation urbaine.

Article 1^{er}. Le dossier de rénovation urbaine comporte six types de documents : les documents généraux, un recueil de données objectives, un recueil de données subjectives, une analyse des données, un projet de rénovation urbaine et les documents relatifs au financement de l'opération.

Art. 2. Les documents généraux comprennent :

- un extrait des délibérations du conseil communal décidant du principe et du périmètre de l'opération de rénovation urbaine. Cette délibération contient une motivation tant du principe que du choix et du tracé du périmètre;
- la composition et le Règlement d'ordre intérieur de la Commission communale de Rénovation urbaine;
- une note relative au mode de participation des habitants et de son organisation.

Art. 3. Le recueil de données objectives comprend :

- un historique destiné à expliquer l'aménagement spatial actuel. Cet historique est illustré, notamment, par des plans et par des documents retraçant l'évolution sociale économique et culturelle du quartier;

- un volet physique. Celui-ci présente :

1° la situation géographique du quartier dans lequel est situé le périmètre de l'opération.

Sont établis à cet effet :

- a) un plan indiquant la situation de la commune par rapport à sa région, avec indications des frontières naturelles;
- b) un plan de situation du quartier dans l'agglomération à l'échelle 1/10 000^e, avec indications des principaux axes de circulation;

c) un plan cadastral du quartier dans lequel est situé le périmètre de l'opération;

2° la structure du quartier dans lequel est situé le périmètre de l'opération. Des plans à l'échelle cadastrale ou au 1/2 500^e (suivant la taille du quartier) sont établis. Ils indiquent notamment :

- a) le tracé des rues;
- b) le parcellaire;
- c) la topographie et les lignes de force;
- d) l'affectation des espaces bâtis et des espaces non bâtis;
- e) l'état qualitatif des bâtiments, c'est-à-dire la description de l'état physique, la valeur architecturale et le gabarit des bâtiments;
- f) les points et les espaces de repère;
- g) la présence de cours ou plans d'eau et leurs statuts;
- h) la qualité de l'environnement;

i) les espaces verts comprenant notamment les parcs et les arbres intéressants relevant aussi bien du domaine public que privé;

j) la présence d'immeubles présumés vides ou abandonnés;

3° la situation existante de droit du quartier dans lequel est situé le périmètre de l'opération.

Sont fournis à cet usage :

a) un ou plusieurs plans distinguant et indiquant les propriétés publiques ainsi que les propriétés privées;

b) l'inscription du quartier et la cohérence du projet par rapport au schéma de développement de l'espace régional;

c) la situation juridique en référence aux Règlements généraux et communaux en matière d'urbanisme;

d) les biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, ou repris à l'inventaire du patrimoine monumental;

e) les servitudes publiques;

f) le nombre d'autorisations urbanistiques accordées sur une période de cinq ans;

g) la liste des logements situés dans le périmètre de rénovation référencés par numéro de police;

h) la liste des parcelles cadastrales où une activité économique a existé depuis 1850 et reprise dans l'annexe 3 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols (*Moniteur belge* du 18 février 2009 + add 6 mars 2009);

4° les problèmes relatifs à la circulation du quartier dans lequel est situé le périmètre de l'opération. Sont établis pour leur compréhension des schémas indiquant :

a) les types de liaisons externes et de liaisons inter-quartiers, ainsi que leur localisation;

b) les types de liaisons internes au quartier avec le statut et le type d'usagers;

c) la hiérarchisation de ces liaisons;

d) le flux (intensité, encombrements, embouteillages, vitesse, zones rouges et dangereuses) des différents types de circulation (piéton, deux-roues, voiture, camions, transport en commun);

5° un recueil d'illustrations photographiques (et iconographiques);

- une distribution des activités économiques, administratives et de services. Ce relevé se présente sous forme de plans assortis de commentaires, indiquant les équipements et activités suivantes :

1° administrations (avec et sans guichet);

2° formations (types d'enseignements, spécialités);

3° santé;

4° culture, loisirs et sports;

5° tourisme;

6° équipements d'infrastructure (parking, cimetière, etc.);

7° transports;

8° tertiaire lourd (notamment les entrepôts);

9° entreprises d'économie sociale;

10° industrie et artisanat;

11° commerces sédentaires et non sédentaires.

Sur base des informations disponibles (notamment sous forme statistique) et en comparaison avec d'autres quartiers périphériques, une description de la structure et de la situation sociale du quartier dans lequel est situé le périmètre de l'opération. Ce volet indique :

1° le nombre d'habitants;

2° la répartition de la population par sexe, en nombre et pourcentage;

3° la répartition de la population par âge, en nombre et pourcentage;

4° la répartition de la population par nationalité, en nombre et pourcentage;

5° la répartition de la population en fonction de l'état civil, en nombre et pourcentage;

6° le nombre et la taille des ménages;

7° la répartition de la population par catégorie socioprofessionnelle, en nombre et pourcentage;

8° la répartition de la population par niveau d'études (par sexe et par nationalité), en nombre et pourcentage;

9° le taux de population active (et non active) et la ventilation de celle-ci par sexe, âge et nationalité;

10° le taux de la population bénéficiant d'allocations de chômage et la ventilation de celle-ci par sexe, âge et nationalité;

11° le taux de la population bénéficiant du revenu d'intégration et la ventilation de celle-ci par sexe, âge et nationalité;

12° le taux de la population demanderesse d'emplois et la ventilation de celle-ci par sexe, âge et nationalité;

13° le taux de rotation de la population par catégorie socioprofessionnelle et par tranches d'âge depuis cinq ans;

14° des informations relatives aux formes fréquentes de délinquance et au taux de criminalité, si possible localisés sur une carte;

15° la répartition, exprimée en nombre et en pourcentage, des immeubles mis en location ou occupés par le propriétaire;

16° le nombre de logements sociaux ou assimilés existants et, corollairement, le nombre de demandes en suspens, ainsi que l'évaluation en pourcentage du besoin de logements sociaux.

En cas d'impossibilité de fournir certains éléments de l'alinéa 4, la liste des informations et les raisons de leur absence seront indiquées. L'accord de l'Administration, qui est sollicité au moment du dépôt du dossier, est requis pour pouvoir supprimer l'un ou l'autre point de l'alinéa 4.

Art. 4. Le recueil de données subjectives comprend :

- un volet physique consistant en :

1° la prise en compte des souhaits d'aménagement du cadre de vie, bâti et non bâti, émis par les habitants et les usagers, ainsi que la hiérarchisation de leurs priorités;

2° la mise en évidence des éléments du patrimoine local considérés par les habitants comme particulièrement significatifs, ou identifiés par ceux-ci comme faisant partie de leur héritage social et culturel. Ces éléments sont illustrés par des cartes, photos (et tout autre support iconographique);

- un recensement des activités économiques, administratives et de service, ainsi que les équipements publics et les infrastructures que les habitants et usagers souhaitent voir créés, stimulés ou maintenus;

- un volet social comprenant :

1° une monographie mettant en évidence le ou les modes de vie des habitants du quartier, ainsi que les différentes références sociales, économiques et culturelles auxquelles ils s'identifient;

2° une étude portant sur l'image que les habitants ont de leur quartier et de celle qu'ils souhaitent lui donner, par comparaison avec la manière dont les usagers perçoivent le quartier;

3° une note relative à la manière dont les habitants se déclarent prêts à contribuer, voire collaborer activement à la réalisation du projet de rénovation urbaine.

Art. 5. L'analyse de données.

En s'appuyant sur les informations recueillies, l'analyse dégage :

1° le statut, le rôle et la position du quartier dans le développement communal défini dans les documents d'orientation stratégique tels que le schéma de développement de l'espace régional, le schéma de structure communal et le plan communal du logement;

2° la singularité du quartier, déterminée par ses diverses composantes (économique, sociale, culturelle et de bâti) et par les processus d'identification qui en découlent; ainsi que la manière dont ces éléments conditionnent les diverses perceptions qu'ont les habitants de leur cadre de vie;

3° les atouts du quartier, permettant son développement, notamment :

a) ses richesses sociales tels la vie associative, festivités, marchés, activités scolaires et parascolaires, activités culturelles, services d'aide sociale, structures de formation professionnelle ou d'aide à l'embauche;

b) ses richesses et potentialités économiques;

c) ses richesses environnementales;

d) ses richesses patrimoniales, architecturales et urbanistiques tels les bâtiments-clefs du quartier, les liaisons intéressantes, les places ou les squares;

4° les faiblesses du quartier sur base des mêmes critères que ceux visés au point 3°;

L'analyse consécutive à l'alinéa 1^{er} sert de base à un examen de la faisabilité des priorités répertoriées au cours de l'enquête, en fonction, notamment, des atouts et des faiblesses du quartier.

Art. 6. Le projet de rénovation urbaine.

Le projet de rénovation urbaine, conçu à partir des données recueillies et de leur analyse, couvre l'espace délimité par le périmètre de rénovation. Il comporte au minimum :

1° un volet socio-économique et culturel qui comprend les objectifs à réaliser, ainsi que les propositions de stratégies et d'actions pour pallier le manque d'activités et d'équipements détectés par l'enquête et pour contribuer au développement local du quartier; ainsi que les éléments qui permettent d'étayer la crédibilité et de garantir la faisabilité dudit volet;

2° un volet physique qui comprend les objectifs à réaliser repris sous la forme d'une liste de fiches-projet. Chaque fiche reprend :

a) l'intitulé et une description précise du projet, ainsi que sa localisation sur le plan du quartier;

b) la pertinence du projet en regard avec la requalification du cadre de vie du quartier envisagée, notamment, en matière d'urbanisme, de propreté et d'hygiène publique, de sécurité, d'aménagement ou de création d'espaces de jeux et de rencontres, de verdure;

c) la pertinence du projet par rapport aux atouts et faiblesses du quartier et relevés par l'étude du quartier;

d) sa pertinence du projet par rapport aux aménagements publics et privés envisagés ou escomptés;

e) sa pertinence du projet par rapport aux objectifs de développement durable;

f) sa chronologie;

g) le(s) plan(s) masse(s) et les affectations des immeubles bâtis ou non;

h) une estimation financière des coûts. Cette estimation fait apparaître le coût des acquisitions et des travaux en ce compris les études de pollution des sols, en distinguant les pouvoirs subsidiants pressentis et les investisseurs potentiels, de même que leurs parts d'interventions respectives.

Art. 7. Les documents relatifs au financement de l'opération de rénovation urbaine comprennent :

- une évaluation du budget annuel que la commune s'engage à consacrer au projet de rénovation;

- un plan financier de l'opération faisant apparaître les montants des dépenses et des recettes prévisibles à charge du budget communal, assorti d'un programme de gestion des plus-values.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2013.

Beez, le 24 juin 2013.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204106]

24. JUNI 2013 — Ministerialerlass zur Ausführung von Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2013 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Zuschüssen zur Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen

Der Minister für lokale Behörden und Städte,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2013 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Zuschüssen für die Ausführung von Stadterneuerungsmaßnahmen;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 16. Mai 2013.

Aufgrund des am 7. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

In der Erwägung, dass der Inhalt der Akte zur Stadterneuerung bestimmt werden muss, damit die Gemeinden die Gewährung von Zuschüssen beantragen können,

Beschließt:

Inhalt der Akte zur Stadterneuerung

Artikel 1 - Die Akte zur Stadterneuerung umfasst sechs Typen von Dokumenten : die allgemeinen Dokumente, eine Sammlung objektiver Daten, eine Sammlung subjektiver Daten, eine Analyse der Daten, ein Projekt zur Stadterneuerung und Dokumente bezüglich der Finanzierung der Maßnahme.

Art. 2 - Die allgemeinen Dokumente umfassen:

- einen Auszug aus den Beschlüssen des Gemeinderates, durch die der Grundsatz und der Umkreis der Maßnahme zur Stadterneuerung beschlossen werden. Dieser Beschluss enthält eine Begründung sowohl des Grundsatzes als auch der Wahl und der Trasse des Umkreises;

- Die Zusammensetzung und die allgemeine Dienstordnung des Kommunalausschusses für Stadterneuerung;

- Eine Notiz über die Form der Beteiligung der Einwohner und ihre Organisation.

Art. 3 - Die Sammlung objektiver Daten enthält:

- Eine Vorgeschichte zur Erklärung der heutigen Raumgestaltung Diese Vorgeschichte wird insbesondere durch Pläne und Dokumente, die die soziale, wirtschaftliche und kulturelle Entwicklung des Viertels darstellen, illustriert;

- Ein physikalischer Abschnitt : dieser stellt folgendes dar:

1° die geographische Lage des Viertels, in dem der Umkreis der Maßnahme gelegen ist.

Zu diesem Zweck werden folgende Elemente aufgestellt:

a) ein Plan zur Darstellung der Lage der Gemeinde im Verhältnis zu ihrer Gegend, unter Angabe der natürlichen Grenzen;

b) ein Lage plan des Viertels in der Siedlung im Maßstab 1/10 000, unter Angabe der Hauptverkehrsachsen;

c) ein Katasterplan des Viertels, in dem der Umkreis der Maßnahme gelegen ist.

2° die Struktur des Viertels, in dem der Umkreis der Maßnahme gelegen ist. Pläne im Katastermaßstab oder i.M. 1/2 500 (je nach der Größe des Viertels) werden aufgestellt. Sie geben insbesondere Folgendes an:

a) die Trasse der Straßen;

b) die Parzellenaufteilung;

c) die Topographie und die Hauptzüge der Landschaft;

d) die Zweckbestimmung der bebauten Flächen und der nicht bebauten Flächen;

e) der qualitative Zustand der Gebäude, d.h. die Beschreibung des physikalischen Zustands, der architektonische Wert und die Größe der Gebäude;

f) die Bezugspunkte und -räume;

g) das Vorhandensein von Wasserläufen oder -flächen und ihre Rechtsstellung;

h) die Qualität der Umwelt;

i) die Grünflächen, die insbesondere die Parks und die interessanten Bäume umfassen, sowohl von dem öffentlichen als auch von dem Privateigentum;

j) das Vorhandensein von Immobilien, von denen man annimmt, dass sie leer oder verwahrlost sind;

3° die bestehende Rechtslage des Viertels, in dem der Umkreis der Maßnahme gelegen ist.

Zu diesem Zweck sind folgende Dokumente beizubringen:

a) ein oder mehrere Pläne, auf denen die öffentlichen sowie die Privateigentümer unterschieden und angegeben werden;

b) die Eintragung des Viertels und die Kohärenz des Projekts im Verhältnis zu dem Entwicklungsplan des regionalen Raumes;

c) die juristische Lage in Bezug auf die allgemeinen und kommunalen Städtebauordnungen;

d) die denkmalgeschützten Güter, die in der Schutzliste eintragen oder im Denkmalverzeichnis aufgenommen sind;

e) die öffentlichen Dienstbarkeiten;

f) die Anzahl städtebaulichen Genehmigungen, die über eine Dauer von fünf Jahren erteilt wurden;

g) die Liste der Wohnungen, die in dem Umkreis der Stadterneuerung gelegen sind, die durch eine amtliche Hausnummer verzeichnet sind;

h) die Liste der Katasterparzellen, wo eine wirtschaftliche Tätigkeit seit 1850 bestand, und die in der Anlage 3 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung (*Belgisches Staatsblatt* vom 18. Februar 2009 + Ad.d. 6. März 2009) aufgenommen wird;

4° die Probleme bezüglich des Verkehrs im Viertel, in dem der Umkreis der Maßnahme gelegen ist. Zur Verständigung werden Schemen erstellt, die Folgendes angeben:

a) die Arten der externen Verbindungen und der Verbindungen zwischen Vierteln, sowie ihr Standort;

b) die Arten der Verbindungen innerhalb des Viertels, mit Rechtstellung und Benutzertyp;

c) die rangmäßige Einstufung dieser Verbindungen;

d) der Verkehrsfluss (Dichte, Verkehrsstauungen und -stockungen, Geschwindigkeit, rote und gefährliche Zonen) für die verschiedenen Verkehrsarten (Fußgänger, Zweiräder, PKW, LKW, öffentliche Verkehrsmittel);

5° eine Sammlung von photographischen (und ikonographischen) Abbildungen;
- eine Verteilung der wirtschaftlichen, administrativen und Dienstleistungsaktivitäten. Diese Sammlung hat die Form von Plänen mit Kommentaren, unter Angabe der folgenden Ausrüstungen und Aktivitäten:

- 1° Verwaltungen (mit und ohne Schalter);
- 2° Ausbildungen (Unterrichtstypen, Fachausbildungen);
- 3° Gesundheit;
- 4° Kultur, Freizeit und Sport;
- 5° Tourismus;
- 6° Infrastrukturausrüstungen (Parkflächen, Friedhof, usw.);
- 7° Transportmittel;
- 8° schwerer Tertiärsektor (insbesondere die Lager);
- 9° Sozialwirtschaftsunternehmen;
- 10° Industrie und Handwerk;
- 11° ortsfester oder ambulanter Handel;

Auf der Grundlage der verfügbaren (u.a. statistischen) Informationen und im Vergleich mit anderen Randvierteln, eine Beschreibung der Struktur und der sozialen Lage des Viertels, in dem der Umkreis der Maßnahme gelegen ist. Dieser Abschnitt enthält folgende Angaben:

- 1° die Einwohnerzahl;
 - 2° die Verteilung der Bevölkerung nach Geschlecht (Zahl und Prozentsatz);
 - 3° die Verteilung der Bevölkerung nach Alter (Zahl und Prozentsatz);
 - 4° die Verteilung der Bevölkerung nach Staatsangehörigkeit (Zahl und Prozentsatz);
 - 5° die Verteilung der Bevölkerung nach Personenstand (Zahl und Prozentsatz);
 - 6° die Zahl und Größe der Haushalte;
 - 7° die Verteilung der Bevölkerung nach sozialberuflicher Kategorie (Zahl und Prozentsatz);
 - 8° die Verteilung der Bevölkerung nach Studienniveau (Zahl und Prozentsatz);
 - 9° die Rate der erwerbstätigen (und nicht erwerbstätigen) Bevölkerung und deren Verteilung nach Geschlecht, Alter und Staatsangehörigkeit;
 - 10° die Rate der Bevölkerung, die Arbeitslosengeld bezieht, und deren Verteilung nach Geschlecht, Alter und Staatsangehörigkeit;
 - 11° die Rate der Bevölkerung, die Integrationseinkommen bezieht, und deren Verteilung nach Geschlecht, Alter und Staatsangehörigkeit;
 - 12° die Rate der arbeitssuchenden Bevölkerung, und deren Verteilung nach Geschlecht, Alter und Staatsangehörigkeit;
 - 13° die Fluktuationsrate der Bevölkerung nach sozialberuflicher Kategorie und Altersgruppen seit fünf Jahren;
 - 14° Informationen über die häufigen Straffälligkeitsformen und die Kriminalitätsrate, wenn möglich auf einer Karte lokalisiert;
 - 15° die in Zahlen und Prozenten ausgedrückte Verteilung der zu Miete freigegebenen oder von dem Eigentümer bewohnten Immobilien;
 - 16° die Anzahl der bestehenden Sozialwohnungen oder einer Sozialwohnung gleichgestellten Wohnungen und die Anzahl der anhängigen Anträge, sowie die in Prozenten ausgedrückte Schätzung des Bedarfs an Sozialwohnungen.
- Wenn es unmöglich ist, bestimmte Elemente von Absatz 4 beizubringen, werden die Liste der Informationen und die Gründe, aus denen sie fehlen, angegeben. Die zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte beantragte Zustimmung der Verwaltung ist erforderlich, um irgendeinen Punkt von Absatz 4 weglassen zu dürfen;

Art. 4 - Die Sammlung subjektiver Daten enthält :

- Ein physikalischer Abschnitt, der aus folgenden Elementen besteht:

1° die Berücksichtigung der von den Einwohnern und Benutzern ausgedrückten Wünsche in Bezug auf die Einrichtung des bebauten und nicht bebauten Lebensumfelds, sowie die rangmäßige Einstufung ihrer Vorränge;

2° die Hervorhebung der Elemente des lokalen Erbes, die von den Einwohnern als besonders bedeutend betrachtet werden, oder die von diesen als Teile ihrer sozialen und kulturellen Erbes identifiziert werden; Diese Elemente werden mit Karten, Photos (und jedem sonstigen ikonographischen Träger) abgebildet;

- Eine Auflistung der wirtschaftlichen, administrativen und Dienstleistungsaktivitäten, sowie der öffentlichen Ausrüstungen und die Infrastrukturen, deren Schaffung, Förderung oder Erhaltung von den Einwohnern und Benutzern gewünscht wird;

- Ein sozialer Abschnitt, der Folgendes enthält:

1° eine Monographie zur Hervorhebung des bzw. der Lebensweise(n) der Einwohner des Viertels, sowie der verschiedenen sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Referenzen, mit denen sie sich identifizieren;

2° eine Studie über das Image, das die Einwohner von ihrem Viertel haben, und das Image, das sie ihm geben möchten, im Vergleich mit der Art und Weise, wie die Benutzer das Viertel wahrnehmen;

3° eine Notiz über die Art und Weise, wie sich die Einwohner für bereit erklären, um zur Durchführung des Stadterneuerungsprojekts beizutragen oder sich daran aktiv zu beteiligen.

Art. 5 - Analyse von Daten.

Auf der Grundlage der gesammelten Informationen wird in der Analyse Folgendes herausgestellt:

1° die Rechtsstellung, die Rolle und der Stand des Viertels in der kommunalen Entwicklung, die in solchen Dokumenten zur strategischen Orientierung wie der Entwicklungsplan des regionalen Raums, der kommunale Strukturschema und der kommunale Wohnungsplan bestimmt wird;

2° die Eigenart des Viertels, die durch seine verschiedenen Aspekte (wirtschaftliche, soziale, kulturelle Aspekte und Bausubstanz) und durch die Identifizierungsprozesse, die sich daraus ergeben, bestimmt wird, sowie die Art und Weise, wie diese Elemente die verschiedenen Wahrnehmungen der Einwohner ihres Lebensumfelds beeinflussen;

3° die Trümpfe des Viertels, die seine Entwicklung erlauben, insbesondere:

a) seine sozialen Reichtümer, wie zum Beispiel das Vereinswesen, die Festlichkeiten, Märkte, schulischen und außerschulischen Aktivitäten, kulturellen Aktivitäten, Sozialhilfedienste, Strukturen zur Berufsausbildung oder zur Einstellungsunterstützung;

b) seine wirtschaftlichen Reichtümer und Potentialitäten;

c) seine Umweltreichtümer;

d) seine Reichtümer im Bereich des Erbes, der Architektur und der Städtebau, wie die Schlüsselgebäude des Viertels, die interessanten Verbindungen, die Plätze oder Grünplätze;

4° die Schwächen des Viertels auf der Grundlage derselben Kriterien wie diejenigen, die unter 3° erwähnt sind;
Die Analyse infolge von Absatz 1 dient als Grundlage für eine Überprüfung der Machbarkeit der im Laufe der Untersuchung registrierten Vorränge, insbesondere unter Berücksichtigung der Trümpfe und Schwächen des Viertels;

Art. 6 - Das Stadterneuerungsprojekt

Das Stadterneuerungsprojekt, das auf der Grundlage der gesammelten Daten und deren Analyse entworfen wird, deckt den durch den Erneuerungsumkreis abgegrenzten Raum. Es enthält mindestens folgende Angaben:

1° ein sozialwirtschaftlicher und kultureller Abschnitt, der die zu erreichenden Ziele sowie die Strategien- und Aktionenvorschläge, um dem durch die Untersuchung herausgestellten Mangel an Aktivitäten und Ausrüstungen abzuhelpen, und um zum lokalen Entwicklung des Viertels beizutragen, sowie die Elemente zur Bekräftigung der Glaubwürdigkeit und zur Garantierung der Machbarkeit des besagten Abschnitts enthält;

2° ein physikalischer Abschnitt, der die zu erfüllenden Ziele umfasst, die in der Form einer Liste von Projektmerkblättern aufgeführt werden. Jedes Merkblatt gibt Folgendes an:

- a) der Titel und eine genaue Beschreibung des Projekts sowie seine Lokalisierung auf dem Plan des Viertels;
- b) die Relevanz des Projekts im Sinne der beabsichtigten Aufwertung des Lebensumfelds des Viertels, insbesondere in Sachen Städtebau, Sauberkeit und öffentliche Hygiene, Sicherheit, Einrichtung oder Schaffung von Spiel- und Treffräume und Bepflanzungen;
- c) die Relevanz des Projekts hinsichtlich der in der Vierteluntersuchung festgestellten Trümpfen und Schwächen des Viertels;
- d) die Relevanz des Projekts hinsichtlich der öffentlichen und Privatanlagen, die geplant oder erwartet werden;
- e) die Relevanz des Projekts hinsichtlich der Zielsetzungen der nachhaltigen Entwicklung;
- f) seine Chronologie;
- g) der bzw. die Übersichtsplan (pläne) und die Zweckbestimmungen der bebauten oder nicht bebauten Immobilien;

h) eine finanzielle Kostenveranschlagung. Diese Kostenveranschlagung betrifft die Kosten der Erwerbe und der Arbeiten, einschließlich der Studien über die Bodenverschmutzung, wobei die erwarteten bezuschussenden Behörden und die potentiellen Investoren sowie ihre jeweiligen Investitionsanteile unterschieden werden.

Art. 7 - Die Dokumente über die Finanzierung der Stadterneuerungsmaßnahme enthalten:

- Eine Schätzung der jährlichen Geldmittel, die die Gemeinde sich verpflichtet, für das Stadterneuerungsprojekt bereitzustellen;

- einen Finanzplan der Maßnahme, in dem die Beträge der vorhersehbaren Ausgaben und Einnahmen zu Lasten des gemeindlichen Haushalts mit einem Programm zur Verwaltung der Mehrwerte angegeben werden.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2013 in Kraft.

Beez, den 24. Juni 2013

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204106]

24 JUNI 2013. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van artikel 1, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2013 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor de uitvoering van stadsvernieuwingsoperaties

De Minister van de Lokale Besturen en de Stad,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2013 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor de uitvoering van stadsvernieuwingsoperaties;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), gegeven op 16 mei 2013;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 februari 2013;

Overwegende dat de inhoud van het stadsvernieuwingsproject nader bepaald moet worden om de gemeenten de mogelijkheid te geven om toelagen aan te vragen,

Besluit :

Inhoud van het stadsvernieuwingsdossier

Artikel 1. Het stadsvernieuwingsdossier bevat zes types documenten : de algemene documenten, een verzameling van objectieve gegevens, een verzameling van subjectieve gegevens, een analyse van de gegevens, een stadsvernieuwingsproject en de documenten betreffende de financiering van de verrichting.

Art. 2. De algemene documenten bevatten :

- een uittreksel van de beraadslagingen van de gemeenteraad die over het principe en de omstreng van de stadsvernieuwingsoperatie beslissen. Die beraadslaging bevat een motivatie zowel van het principe als van de keuze en het tracé van de omtrek;

- de samenstelling en het huishoudelijk reglement van de "Commission communale de Rénovation urbaine" (Plaatselijke Commissie voor Stadsvernieuwing);

- een nota betreffende de deelnemingswijze van de inwoners en de organisatie ervan.

Art. 3. De verzameling van objectieve gegevens bevat :

- een historisch overzicht bestemd voor het uitleggen van de huidige ruimtelijke inrichting. Dat historisch overzicht wordt met name geïllustreerd door plannen en documenten, die de sociale economische en culture ontwikkeling van de wijk beschrijven;

- een fysiek luik. Dit luik stelt hetgeen volgt voor :

1° de geografische toestand van de wijk waarin de omtrek van de verrichting is gelegen.

De volgende plannen worden daartoe opgemaakt :

a) een plan met vermelding van de toestand van de gemeente ten opzichte van zijn gewest, met vermelding van de natuurlijke grenzen;

b) een situatietekening van de wijk in de agglomeratie op schaal 1/10 000 met vermelding van de voornaamste verkeersassen;

c) een kadastraal plan van de wijk waarin de omtrek van de verrichting is gelegen;

2° de structuur van de wijk waarin de omtrek van de verrichting is gelegen. Plannen op kadastrale schaal of op schaal 1/2 500 (volgens de grootte van de wijk) worden opgemaakt. Ze vermelden met name :

a) het tracé van de straten;

b) het perceelsplan;

c) de topografie en de hoofdlijnen;

d) de bestemming van de bebouwde en niet-bebouwde ruimten;

e) de kwalitatieve staat van de gebouwen, d.w.z. de beschrijving van de fysieke staat, de bouwkundige waarde en de breedte van de gebouwen;

f) de merkpunten en -ruimten;

g) de aanwezigheid van waterlopen en watervlakken en hun statuten;

h) de kwaliteit van het leefmilieu;

i) de groene gebieden, met name de interessante parken en bomen die zowel het openbaar als het privé-domein toebehoren;

j) de aanwezigheid van gebouwen die geacht worden leeg of achtergelaten te zijn;

3° de bestaande rechtelijke toestand van de wijk waarin de omtrek van de verrichting is gelegen.

Worden daartoe bezorgd :

a) één of verschillende plannen waarin de openbare eigendommen alsook de privé-eigendommen onderscheiden en vermeld worden;

b) de opneming van de wijk en de coherentie van het project ten opzichte van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

c) de rechtstoestand met verwijzing naar de algemene en gemeentelijke verordeningen inzake stedenbouw;

d) de beschermde goederen ingeschreven op de beschermingslijst of opgenomen in het monumentale erfgoed;

e) de openbare erfdiensbaarheden;

f) het aantal stedenbouwkundige vergunningen die over een periode van vijf jaar toegekend worden;

g) de lijst van de woningen gelegen in de renovatieomtrek die per polisnummer worden gerangschikt;

h) de lijst van de kadastrale percelen waarin een economische activiteit sinds 1850 bestaat, die vermeld is in bijlage 3 bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer (*Belgisch Staatsblad* van 18 februari 2009 + add 6 maart 2009);

4° de problemen betreffende het verkeer in de wijk waarin de omtrek van de verrichting is gelegen. Om die problemen te begrijpen worden structuurplannen opgemaakt met vermelding van :

a) de types externe verbindingen en verbindingen tussen de wijken alsook hun ligging;

b) de types interne verbindingen binnen de wijk met het statuut en het type gebruikers;

c) de hiërarchische indeling van die verbindingen;

d) de stroom (intensiteit, opstoppingen, files, snelheid, rode en gevaarlijke zones) van de verschillende verkeerstypes (voetganger, tweewielers, wagen, vrachtwagens, gemeenschappelijk vervoer);

5° een verzameling van fotografische en (iconografische) afbeeldingen;

- een verdeling van de economische, administratieve en dienstenactiviteiten. Die lijst bestaat uit plannen die van commentaren zijn voorzien en waarin de volgende uitrustingen en activiteiten vermeld worden :

1° besturen (met en zonder loket);

2° opleidingen (onderwijstypes, specialiteiten);

3° gezondheid;

4° cultuur, recreatie en sporten;

5 toerisme;

6° infrastructuuruitrustingen (parking, begraafplaatsen, enz.);

7° vervoer;

8° zware tertiaire sector (met name de opslagplaatsen);

9° ondernemingen voor sociale economie;

10 industrie en handwerksnijverheid;

11° sedentaire en niet-sedentaire handel.

Op grond van de beschikbare gegevens (met name in de vorm van statistieken) en in vergelijking met andere randwijken, een beschrijving van de structuur en van de sociale toestand van de wijk waarin de omtrek van de verrichting is gelegen. Dat luik vermeldt :

1° het aantal inwoners;

2° de indeling van de bevolking per geslacht, in aantal en percentage;

3° de indeling van de bevolking per leeftijd, in aantal en percentage;

- 4° de indeling van de bevolking per nationaliteit, in aantal en percentage;
 - 5° de indeling van de bevolking volgens de burgerlijke stand, in aantal en percentage;
 - 6° het aantal gezinnen en de grootte ervan;
 - 7° de indeling van de bevolking per socio-professionele categorie, in aantal en percentage;
 - 8° de indeling van de bevolking per studieniveau (per geslacht en nationaliteit), in aantal en percentage;
 - 9° het percentage van de actieve (en niet-actieve) bevolking en de verdeling ervan per geslacht, leeftijd en nationaliteit;
 - 10° het percentage van de bevolking die werkloosheidsuitkeringen geniet, en de verdeling ervan per geslacht, leeftijd en nationaliteit;
 - 11° het percentage van de bevolking die het leefloon geniet, en de verdeling ervan per geslacht, leeftijd en nationaliteit;
 - 12° het percentage van de werkzoekende bevolking en de verdeling ervan per geslacht, leeftijd en nationaliteit;
 - 13° het rotatiepercentage van de bevolking naargelang van de socio-professionele categorieën en per leeftijdsgroep sinds vijf jaar;
 - 14° informatie betreffende de frequente vormen van misdadigheid en het criminaliteitspercentage, indien mogelijk op een kaart gelokaliseerd;
 - 15° de in aantal en percentage uitgedrukte verdeling van de verhuurde of door de eigenaar bewoonde, gebouwen;
 - 16° het aantal bestaande sociale of ermee gelijkgestelde woningen en dientengevolge het aantal hangende aanvragen alsook de evaluatie in percentage van de behoefte aan sociale woningen.
- Indien sommige elementen van het vierde lid niet kunnen worden bezorgd, zullen de lijst van de inlichtingen en de redenen van het gebrek eraan vermeld worden. De instemming van het bestuur die bij de indiening van het dossier wordt aangevraagd, wordt vereist om het ene of andere punt van het vierde lid te schrappen.

Art. 4. De verzameling van subjectieve gegevens bevat :

- een fysiek luik dat bestaat in :

1° het rekening houden met de wensen van de inwoners en gebruikers i.v.m. de inrichting van de al dan niet bebouwde omgeving, alsook de hiërarchische indeling van hun prioriteiten;

2° het in het licht stellen van de elementen van het plaatselijke erfgoed die door de inwoners als bijzonder relevant en als deel uitmakend van hun sociale en culturele erfenis worden beschouwd. Die elementen worden door kaarten, foto's (en elke andere iconografische drager) geïllustreerd;

- een inventarisering van de economische, administratieve en dienstenactiviteiten alsmede de openbare uitrustingen en de infrastructuren die de inwoners en gebruikers wensen opgericht, bevorderd of gehandhaafd te zien;

- een sociaal luik dat hetgeen volgt bevat :

1° een monografie waarin de levensstijl(en) van de wijkwoningers alsmede de verschillende sociale, economische en culturele referenties waarmee ze zich identificeren, vermeld worden;

2° een studie over het beeld dat de inwoners van hun wijk hebben en van het beeld dat zij hem willen geven in vergelijking met de wijze waarop de gebruikers de wijk waarnemen;

3° een nota betreffende de wijze waarop de inwoners zich klaar verklaren om actief bij te dragen tot of mee te werken aan de uitvoering van het stadsvernieuwingsproject.

Art. 5. De gegevensanalyse.

Uitgaande van de verzamelde gegevens brengt de analyse de volgende elementen aan het licht :

1° het statuut, de rol en de houding van de wijk in de gemeentelijke ontwikkeling bepaald in de strategische oriëntatiedocumenten zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het gemeentelijk structuurplan en het gemeentelijk huisvestingsplan;

2° de bijzonderheid van de wijk die bepaald wordt door zijn diverse bestanddelen (de economische, sociale, culturele bestanddelen en die betreffende de bebouwde structuren) en door de identificatieprocessen die eruit voortvloeien alsook de wijze waarop die elementen de verschillende waarnemingen die de inwoners van hun leefomgeving hebben, beïnvloeden;

3° de troeven van de wijk die de ontwikkeling ervan mogelijk maken, met name :

a) zijn sociale hulpmiddelen, zoals het verenigingsleven, festiviteiten, markten, schoolactiviteiten en buitenschoolse activiteiten, culturele activiteiten, diensten voor sociale hulp, centra voor beroepsopleiding of regelingen voor bijstand bij aanwerving;

b) zijn rijkdommen en economische mogelijkheden;

c) zijn milieurijkdommen;

d) zijn patrimoniale, architecturale en stedenbouwkundige rijkdommen, zoals de essentiële gebouwen van de wijk, de interessante verbindingen, de plaatsen of de squares;

4° de zwakke punten van de wijk, vastgesteld op grond van dezelfde criteria als die bedoeld in punt 3°;

De uit het eerste lid voortvloeiende analyse dient als basis voor een onderzoek van de haalbaarheid van de prioriteiten die tijdens het onderzoek zijn vastgelegd naar gelang met name van de troeven en zwakke punten van de wijk.

Art. 6. Het stadsvernieuwingsproject.

Het stadsvernieuwingsproject dat vanaf de verzamelde gegevens en hun analyse ontworpen is, dekt de ruimte bepaald door de renovatieomtrek. Het bevat minstens :

1° een sociaal-economisch en cultureel luik dat de uit te voeren doelstellingen alsmede de voorstellen van strategieën en acties bevat om het gebrek aan activiteiten en uitrustingen vastgesteld door het onderzoek te verhelpen en om bij te dragen tot de plaatselijke ontwikkeling van de wijk, alsmede alle elementen die de geloofwaardigheid van het luik kunnen steunen en die de haalbaarheid van hetzelfde luik kunnen waarborgen;

2° een fysiek luik dat de uit te voeren doelstellingen die de vorm van een lijst van projectfiches aannemen, bevat. Elke fiche vermeldt :

- a) de titel en een precieze beschrijving van het project alsmede zijn lokalisatie op het plan van de wijk;
- b) de relevantie van het project ten opzichte van de geplande herkwalificering van de leefomgeving, met name inzake stedenbouw, openbare netheid en hygiëne, veiligheid, inrichting of oprichting van speel- en ontmoetingsruimten, groenvoorziening;
- c) de relevantie van het project ten opzichte van de troeven en zwakke punten van de wijk die in het onderzoek van de wijk zijn vastgesteld;
- d) de relevantie van het project ten opzichte van de geplande of verwachte openbare en privé-inrichtingen;
- e) de relevantie van het project ten opzichte van de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling;
- f) de chronologie ervan;
- g) het(de) overzichtsplan(nen) en de bestemmingen van de al dan niet bebouwde gebouwen;
- h) een financiële raming van de kosten. Die raming toont de kosten van de aankopen en werken met inbegrip van de verontreinigingsstudies van de gronden, waarbij de overwogen subsidiërende overheid en de potentiële investeerders alsook hun respectievelijke tegemoetkomingsdelen worden onderscheiden.

Art. 7. De documenten m.b.t. de financiering van de stadsvernieuwingsoperatie bevatten :

- een raming van de jaarlijkse begroting die de gemeente aan het vernieuwingsproject belooft te besteden;
- een financieel plan van de operatie, met de bedragen van de verwachte uitgaven en ontvangsten ten laste van de gemeentebegroting, dat gepaard gaat met een programma voor het beheer van de meerwaarden.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

Beez, 24 juni 2013.

P. FURLAN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00479]

Autorisations d'exercer la profession de détective privé en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé

Par arrêté du 04.12.2012, M. Yves DE VOCHT, établi Noorderlaan 79/3, à 2030 ANVERS, est autorisé à exercer la profession de détective privé, sous le numéro 14.1545.07, pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 14.01.2013, M. Nick BIESEN, établi Schuurveld 20, à 2550 KONTICH, est autorisé à exercer la profession de détective privé sous le numéro 14.1768.12, pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 14.01.2013, Mme Tania VAN DEN BOSSCHE, établie Acacialaan 18, à 2630 AARTSELAAR, est autorisée à exercer la profession de détective privé, sous le numéro 14.1769.12, pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 28.02.2013, M. Théocharis MARCOS, établi Zavelstraat 21, à 1650 BEERSEL, est autorisé à exercer la profession de détective privé, sous le numéro 14.0550.02, pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 05.03.2013, M. Emmanuel EGELS, établi boulevard Audent 14 /6, à 6000 CHARLEROI, est autorisé à exercer la profession de détective privé, sous le numéro 14.0551.02, pour une période de cinq ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00479]

Vergunningen om het beroep van privé-detective uit te oefenen in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective

Bij besluit van 04.12.2012 wordt de heer Yves DE VOCHT, gevestigd te 2030 ANTWERPEN, Noorderlaan 79/3, gemachtigd om het beroep van privé-detective, onder het nummer 14.1545.07, voor een periode van vijf jaar uit te oefenen.

Bij besluit van 14.01.2013 wordt de heer Nick BIESEN, gevestigd te 2550 KONTICH, Schuurveld 20, gemachtigd om het beroep van privé-detective, onder het nummer 14.1768.12, voor een periode van vijf jaar uit te oefenen.

Bij besluit van 14.01.2013 wordt Mevr. Tania VAN DEN BOSSCHE, gevestigd te 2630 AARTSELAAR, Acacialaan 18, gemachtigd om het beroep van privé-detective, onder het nummer 14.1769.12, voor een periode van vijf jaar uit te oefenen.

Bij besluit van 28.02.2013 wordt de heer Théocharis MARCOS, gevestigd te 1650 BEERSEL, Zavelstraat 21, gemachtigd om het beroep van privé-detective, onder het nummer 14.0550.02, voor een periode van vijf jaar uit te oefenen.

Bij besluit van 05.03.2013 wordt de heer Emmanuel EGELS, gevestigd te 6000 CHARLEROI, boulevard Audent 14 /6, gemachtigd om het beroep van privé-detective, onder het nummer 14.0551.02, voor een periode van vijf jaar uit te oefenen.